

Vu la loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le comité central des groupements interprofessionnels laitiers créé par la loi du 27 juillet 1940 constitue, d'une part, pour l'ensemble des industries laitières et des commerces de collecte des produits laitiers de fabrication fermière et, d'autre part, pour l'ensemble des commerces de distribution des produits laitiers, le comité d'organisation prévu par la loi du 16 août 1940.

A cet effet, il est constitué dans son sein, sous l'autorité et la présidence du président délégué général du comité central des groupements interprofessionnels laitiers, deux sections spéciales groupant des délégués représentant les professions intéressées, à savoir :

1<sup>re</sup> Une section des industries laitières et des commerces de collecte des produits laitiers fermiers;

2<sup>e</sup> Une section des commerces de distribution des produits laitiers englobant toutes les activités visées à l'article 2 du décret du 4 mai 1941 portant création du comité général d'organisation du commerce.

Chacune de ces sections comprend un directeur et quinze membres nommés par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, sur proposition du comité central des groupements interprofessionnels laitiers.

Art. 2. — Le président délégué général du comité central des groupements interprofessionnels laitiers exerce sous l'autorité du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat au ravitaillement les pouvoirs dévolus par la loi du 16 août 1940 aux comités d'organisation.

Il représente les professions intéressées dans leurs rapports avec toutes les organisations publiques ou privées françaises ou étrangères.

Il exerce la direction effective des groupements de nature technique ou commerciale que les entreprises de la profession continueraient, après avis conforme ou à la demande du comité central des groupements interprofessionnels laitiers, pour améliorer la qualité et l'économie de leurs productions.

Il peut, pour certains objets définis et pour une durée limitée, faire affecter au service de lui par les diverses entreprises de l'industrie ou du commerce des produits laitiers, des collaborateurs de ces entreprises dont il estimerait la compétence indispensable à l'exécution de sa mission.

Le président délégué général du comité central des groupements interprofessionnels laitiers peut, en accord avec le ministre du Gouvernement, déléguer tout ou partie de ces pouvoirs au directeur, ou à un délégué pour la branche intéressée.

3. — Chacune des sections spéciales instituées par le président délégué général du comité central ou par son directeur agissant par délégation, toutes les

fois qu'ils le jugent utile, soit dans son ensemble, soit partiellement suivant la nature des questions à traiter, le président délégué général peut autoriser les membres des sections à se faire accompagner d'experts de la profession.

Art. 4. — Les directeurs, les membres de la section spéciale et les collaborateurs des directeurs sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal. Ils peuvent, sous leur responsabilité, se faire représenter aux séances à la section.

Art. 5. — Les décisions du président du comité central des groupements interprofessionnels laitiers et des directeurs agissant par délégation sont notifiées sans délai au commissaire du Gouvernement. Elles sont immédiatement exécutoires et deviennent définitives si, dans le délai de quarante-huit heures après leur notification au commissaire du Gouvernement, celui-ci n'a pas présenté d'observations.

Le commissaire du Gouvernement peut faire opposition à une des décisions prévues ci-dessus; il dispose à cet égard d'un droit de veto suspensif ouvrant recours au ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au secrétaire d'Etat au ravitaillement.

Les décisions prises dans les conditions prévues ci-dessus sont notifiées aux intéressés par l'intermédiaire des comités de gestion départementaux.

Art. 7. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat au ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 22 août 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,  
PIERRE CAZIOT.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,  
PAUL CHARBIN.

#### Professeurs d'horticulture.

Par arrêté du 25 août 1941, M. Kaltenbach, professeur d'horticulture de 4<sup>e</sup> classe, est placé dans la position prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1940 et bénéficiera, en conséquence, des dispositions de l'article 2 de ladite loi, à compter du 1<sup>er</sup> septembre.

### SECRÉTARIAT D'ETAT A L'AVIATION

#### Office national météorologique.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,

Vu la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats et les fonctionnaires et agents civils ou militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions, modifiée par les lois des 23 octobre 1940 et 29 mars 1941;

Vu la loi du 27 juillet 1940 relative à la forme des actes individuels,

Arrête :

Article unique. — M. Roulleau (Jean), sous-chef de section technique de 2<sup>e</sup> classe à l'Office national météorologique, est placé dans la position prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1940, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1941.

Il bénéficiera, en conséquence, des dispositions de l'article 2 de ladite loi.

Fait à Vichy, le 1<sup>er</sup> septembre 1941.

G<sup>l</sup> BERGERET.

### SECRÉTARIAT D'ETAT A LA FAMILLE ET A LA SANTÉ

N<sup>o</sup> 3649. — Décret du 29 août 1941 autorisant l'acceptation d'un legs.

Par décret en date du 28 août 1941, la commission administrative de l'hôpital de Cosne (Nièvre) est autorisée à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le legs universel fait à cet établissement par le sieur Gueneau (Auguste), suivant son testament authentique du 9 mai 1939.

### SECRÉTARIAT D'ETAT A L'EDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

N<sup>o</sup> 3386. — Décret du 11 août 1941 fixant l'organisation des écoles nationales de cadres de la jeunesse.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi du 7 décembre 1940 portant création des écoles nationales de cadres, modifiée par la loi du 11 août 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les cadres des écoles nationales de cadres de la jeunesse comprennent :

Deux directeurs.  
Trois sous-directeurs.  
Cinquante instructeurs.  
Trois économes.

Art. 2. — Les directeurs et sous-directeurs sont recrutés par arrêtés du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse. Ils sont choisis parmi les délégués régionaux et délégués de la jeunesse et continuent à compter dans l'effectif de ces derniers.

Art. 3. — Les instructeurs et les économes sont recrutés exclusivement sur contrat. Ils reçoivent une indemnité forfaitaire et mensuelle exclusive de toute rémunération accessoire en dehors des allocations familiales, de l'allocation de salaire unique et de la prime à la première naissance et fixée ainsi qu'il suit :

Chefs de famille : de 2.000 à 4.000 fr. ;  
Célibataires : de 1.500 à 3.500 fr. ;

sans que la rémunération moyenne puisse dépasser 3.200 fr.

Art. 4. — En dehors du personnel rémunéré dans les conditions fixées ci-dessus, il peut être fait appel dans la limite

crédits accordés par la loi de finances personnel auxiliaire de bureau ou de ce.

t. 5. — Des indemnités de remboursement de frais de mission et de transports sont être attribués au personnel des de cadres dans les conditions prévues par le décret du 20 février 1941.

t. 6. — Toutes dispositions contraires présent décret et notamment celles ées par le décret du 31 décembre 1940 if aux traitements et classes du personnel des écoles nationales de cadres sont lemeurent définitivement abrogées.

t. 7. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le seaire d'Etat à l'économie nationale et finances sont chargés, chacun en ce qui oncerne, de l'exécution du présent dé., qui sera publié au *Journal officiel* aura effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier

ait à Vichy, le 11 août 1941.

PH. PÉTAÏN.

ar le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

*Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
JÉRÔME CARCOPINO.*

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.*

3387. — Décret du 11 août 1941 portant réation d'écoles régionales de cadres de a jeunesse.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi de finances du 28 juin 1941 tant fixation du budget applicable à l'exercice 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décrétons:

Art. 1<sup>er</sup>. — Afin d'assurer la formation des cadres subalternes de la jeunesse, dix des spécialisées de cadres sont créées.

Art. 2. — Les cadres des écoles dont la éation est prévue sous l'article précédent, comprennent:

Dix directeurs.  
Quarante assistants.  
Trente moniteurs.  
Dix économes.

Art. 3. — Les directeurs des écoles regionales de cadres sont nommés par artés du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse. Ils sont choisis rmi les délégués de la jeunesse et conuent à compter dans l'effectif de ces rniers.

Art. 4. — Les assistants, moniteurs et onomes des écoles régionales de cadres nt recrutés sur contrat; le montant de rémunération qu'ils pourront recevoir, à exclusion de toute autre rémunération cessoire en dehors des allocations familiales, de l'allocation de salaire unique et e la prime à la première naissance, sera xé par décision du secrétaire d'Etat à éducation nationale et à la jeunesse, dans s limites prévues pour le personnel d'en-ndrement des écoles, centres de travail et

ateliers, par l'article 21, paragraphe B, de l'arrêté interministériel du 21 décembre 1940.

Art. 5. — Indépendamment des cadres visés à l'article 2 ci-dessus, il pourra être fait appel, dans la limite des crédits accordés à cet effet, et suivant les besoins du service à des auxiliaires temporaires de bureau ou de service intérieur.

Art. 6. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 11 août 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

*Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
JÉRÔME CARCOPINO.*

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.*

N° 3789. — Décret du 4 septembre 1941 relatif à l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1926 rattachant l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres à la direction générale de l'enseignement technique;

Vu le décret du 6 décembre 1927 portant règlement de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres;

Vu le décret du 12 janvier 1929, modifié par les décrets des 10 avril et 15 septembre 1930 fixant les cadres et traitements du personnel de cette école;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget de l'exercice 1939,

Décrétons:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les articles 1<sup>er</sup> et 7 du décret du 12 janvier 1929 fixant les cadres et traitements du personnel de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Art. 1<sup>er</sup>. — Le personnel de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres comprend:

« Un directeur.  
« Un professeur.  
« Deux professeurs techniques adjoints.  
« Un économe surveillant général.  
« Un commis d'administration chargé de surveillance.

« Art. 7. — Les traitements et indemnités du personnel administratif et enseignant de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres sont les mêmes que ceux des catégories correspondantes des écoles nationales d'arts et métiers des départements ».

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions des décrets des 6 décembre 1927 et 15 septembre 1930, en tant qu'elles sont contraires à celles du présent décret.

Art. 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 septembre 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

*Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
JÉRÔME CARCOPINO.*

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.*

### Régies d'avances.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et aux finances en date du 16 août 1941, il est institué une régie d'avances pour le paiement des frais d'entretien et d'essais mensuels du centre d'émission des signaux horaires installé par cet établissement dans l'observatoire de Bordeaux-Mérignac.

Le montant des avances pouvant être consenties au régisseur est fixé à 2.000 fr. Il en sera justifié dans les conditions prévues par l'article 94 du décret du 31 mai 1862.

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU TRAVAIL

Application de la loi du 23 mai 1941 (région parisienne).

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 août 1941: page 3310, 2<sup>e</sup> colonne, 4<sup>e</sup> ligne, au lieu de: « Fait à Paris, le 22 juillet 1941 », lire: « Fait à Paris, le 30 juillet 1941 ».

Durée du travail dans les filatures de rayonne.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1941: page 3335, 2<sup>e</sup> colonne, article 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> ligne, au lieu de: « ...comprises sous le numéro 4.421 de la nomenclature... », lire: « ...comprises sous le numéro 4.421 de la nomenclature ».

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU RAVITAILLEMENT

Prix des pommes de table.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement.  
Vu la loi du 17 mai 1941 relative à la fixation du prix des primeurs;  
Vu l'arrêté du 17 mai 1941, modifié par l'arrêté du 21 juin 1941 et par l'arrêté du 31 juillet 1941.

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les prix des pommes de table provenance de la production sont fixés, à compter du 8 septembre 1941, ainsi que suit: